

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# INTRODUCTION

## LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND EN DÉFAUT

PAR

XAVIER PACREAU (\*) et HANS STARK (\*\*)

La succession des échéances électorales en France et en Allemagne, prolongée par la crise institutionnelle qui s'est ouverte outre-Rhin au terme des élections législatives de 2017, a très nettement limité les initiatives du couple franco-allemand pendant plus d'un an. Les résultats de cette dernière consultation électorale ont constitué une sorte de victoire à la Pyrrhus pour la chancelière Merkel, qui n'a pu que constater l'affaiblissement de son parti (CDU/CSU, -8,5%) tout comme celui des sociaux-démocrates du SPD (-5,2%), son partenaire du gouvernement de grande coalition, parallèlement à une entrée marquée de l'extrême droite de l'AfD au Bundestag. Pendant cette crise institutionnelle de plusieurs mois, la Chancelière a rencontré d'importantes difficultés pour former une nouvelle coalition gouvernementale, que ce soit dans un premier temps avec les libéraux du FDP et les Verts ou dans un second temps avec les sociaux-démocrates du SPD.

La situation à laquelle l'Allemagne a été confrontée est étroitement liée au maintien de sa Chancelière, qui doit faire face, en dépit de ses nombreuses qualités politiques, à l'usure du pouvoir. A force de gouvernements de grande coalition et du maintien d'un même personnel politique, les électeurs allemands ne semblent plus percevoir clairement les différences politiques existant entre les deux grands partis. Ainsi, les Chrétiens-démocrates ne disposent plus de la masse critique leur permettant de mobiliser activement un partenaire de coalition ; plus d'un million de leurs électeurs (notamment ceux de la CSU) a fait le choix de l'AfD. L'affaiblissement des partis de gouvernement couplé avec la montée de l'extrême droite neutralise le jeu politique car ce sont des partis en régression et donc en perte de légitimité, dont on a envisagé l'alliance pour gouverner. En outre, dans le nouveau contexte électoral, toute nouvelle grande coalition transforme l'AfD en premier parti d'opposition.

(\*) Maître de conférences à la Faculté libre de Droit (Paris, France) et chercheur associé au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(\*\*) Professeur de Civilisation allemande contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV, France) et Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (CERFA) de l'Institut français de relations internationales (IFRI, France).

Tout en envisageant la relance de la dynamique franco-allemande, qui permet à l'Europe de progresser, il n'en demeure pas moins important que les deux principaux partis réfléchissent sur une certaine forme de renouvellement. Pour les Démocrates-chrétiens, cela ne concerne pas seulement la question du remplacement d'Angela Merkel, mais également de son positionnement politique, qui s'est progressivement déplacé vers la gauche ; cela a notamment été perceptible en ce qui concerne la politique migratoire ou la transition énergétique, laquelle implique un arrêt de toutes les centrales nucléaires situées sur le territoire allemand à l'horizon 2022.

L'Allemagne est un grand pays et les attermoissements de sa politique intérieure sont ressentis d'autant plus fortement à l'extérieur. A cet égard, on pourrait pratiquement évoquer une vacance ou un défaut du couple franco-allemand le temps de la crise institutionnelle traversée par l'Allemagne, alors même que de nombreuses questions tant internationales qu'européennes en suspend pressaient les deux partenaires de s'entendre pour qu'ils formulent des réponses communes ou coordonnées. En même temps, l'absence de la Chancelière de la scène internationale a permis à la France, depuis la victoire d'Emmanuel Macron, de retrouver la place et le rang que les faiblesses des deux présidences précédentes lui ont fait perdre. Pour fonctionner, le couple franco-allemand a besoin de pouvoir échanger sur un pied d'égalité. Et en effet, qu'il s'agisse de l'attitude à tenir face aux Etats-Unis ou à la Russie, des futures conséquences du Brexit, du défi migratoire ou de l'approfondissement de la construction européenne, la France et l'Allemagne doivent impérativement se concerter. En ce qui concerne plus particulièrement l'Europe, le défaut franco-allemand constitue toujours un risque de fragiliser l'Union européenne, surtout lorsqu'elle doit faire face à des questions aussi importantes que le départ d'un de ses membres ou la lutte contre le terrorisme et qu'elle rencontre par ailleurs des tensions liées aux comportements d'autres Etats membres dans sa partie orientale.

Sur le fond, la France a formulé ses ambitions pour l'Europe dans le discours prononcé par le président Macron à la Sorbonne au mois de septembre 2017. Même si les tractations liées à la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne n'ont pas permis d'y répondre avant plusieurs mois, force a été cependant de constater que les deux partis de gouvernement ont exprimé leur volonté d'y donner une suite favorable. Cinquante-cinq ans après la signature du Traité de l'Elysée, on peut observer que des idées favorables aux progrès du couple franco-allemand existent toujours de part et d'autre du Rhin. Ainsi, ce n'est pas la volonté politique de la France et de l'Allemagne qui manque, mais bien une conjoncture politique qui a momentanément mis le couple franco-allemand en défaut. Espérons que le nouveau traité franco-allemand de 2018, annoncé par Emmanuel Macron dans son discours à la Sorbonne et dont les bases ont été jetées par une résolution commune du Bundestag et de l'Assemblée nationale le 22 janvier 2018, permettra de relancer durablement la coopération franco-allemande sur le plan à la fois bilatéral et européen.